



*PROJET DE RELANCE ET DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DU LAC TCHAD  
LAKE CHAD REGION RECOVERY AND DEVELOPMENT PROJECT  
UNITE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET*

**AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTERET**

**N°001/ASMI/MINEPAT/PROLAC/SPM/2021 du 16 juin 2021**

Relatif au recrutement (i) d'un(e) Spécialiste en Agriculture, (ii) d'un(e) Spécialiste chargé (e) de la gestion des connaissances, (iii) d'un(e) Responsable du bureau de soutien et (iv) d'un (e) Auditeur (trice) Interne au Projet de Relance et de Développement de la Région du Lac Tchad (PROLAC).

Nom du Pays :	<b>Cameroun :</b>
Nom du Projet :	<b>Projet de Relance et de Développement de la Région du Lac Tchad</b>
Intitulé des missions des Consultants :	Recrutement d'un(e) Spécialiste en Agriculture, d'un(e) Spécialiste chargé(e) de la gestion des connaissances, d'un(e) Responsable du bureau de soutien et d'un(e) Auditeur (trice) Interne.
Crédit IDA Numéro :	6643-CM
Numéro d'Identification du Projet :	<b>161706</b>

## 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Depuis 2012, la situation sécuritaire dans le bassin du Lac Tchad s'est considérablement aggravée. En effet, la dynamique des conflits dus à l'insurrection de Boko Haram a fortement perturbé les activités économiques (l'agriculture, la pêche, l'élevage, le commerce,) et la circulation des personnes et des biens dans la zone concernée.

Face à un tel environnement ayant provoqué les déplacements massifs de population dans les pays concernés doublé d'un assèchement progressif dudit lac lié aux effets de changement climatique (Nigeria Cameroun, Tchad et Niger), la nécessité d'une intervention urgente s'impose afin de faire face aux crises sécuritaires et alimentaires et la vulnérabilité des populations.

C'est ainsi que le Gouvernement envisage, avec l'appui de la Banque mondiale, la mise en place du Projet de Relance et Développement la Région du Lac Tchad (PROLAC).

Ledit projet qui s'étendra sur les quatre pays de la région susvisée, à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad, aura pour objectif d'améliorer les conditions d'existence et de résilience des populations riveraines en leur offrant des facilités d'accès aux infrastructures de mobilité rurale, de croissance économique et d'emploi ainsi que des opportunités pour leurs activités économiques. Ledit projet s'articulera autour des principales composantes suivantes :

**Composante 1 :** la mise en place d'une plateforme régionale de gestion des connaissances à l'effet de mieux capitaliser tout le savoir généré grâce à la réalisation des études autour du Bassin du Lac Tchad ;

**Composante 2 :** la facilitation de la mobilité rurale en vue de permettre l'acheminement des productions agricoles des bassins vers les marchés locaux ;

**Composante 3 :** le développement des chaînes de valeurs agricoles en vue de contribuer à la mise en place des activités génératrices des revenus dans la zone ;

**Composante 4** : Gestion du Projet ;

**Composante 5** : Intervention d'Urgence Contingente (CERC).

Le projet sera mis en œuvre au Cameroun dans le Département du Logone et Chari dans la Région de l'Extrême Nord du Cameroun, selon une approche holistique avec un focus sur la capitalisation des interventions en cours et/envisagées dans sa zone d'intervention par la plateforme régionale des connaissances à mettre en place.

A cet effet, le montage institutionnel prévoit le recrutement de certains personnels clés au sein de l'Unité de Mise en Œuvre du Projet à savoir : d'un(e) Spécialiste en Agriculture, d'un(e) Spécialiste chargé de la gestion des connaissances, d'un(e) Responsable du bureau de soutien et d'un (e) auditeur (trice) interne.

Le Coordonnateur National invite les consultants individuels à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrits ci-dessous. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des services.

## **2. MISSIONS ET TACHES ASSIGNEES AUX CONSULTANTS**

### **A. POSTE DE SPECIALISTE EN AGRICULTURE**

#### **a. Missions**

Sous l'autorité du Coordonnateur National du Projet, le titulaire du poste :

- contribue à la réalisation des objectifs du projet, par le développement et le suivi des activités touchant, d'une part, à l'amélioration de la productivité agropastorale des Organisations des Producteurs (OP) et communautés bénéficiaires, et d'autre part, à l'amélioration des relations mutuellement avantageuses entre ces dernières et les autres acteurs des filières agropastorales ciblées, en vue de les rendre plus compétitives ;
- apporte l'appui technique nécessaire (méthodologique et organisationnel) aux partenaires (Université, la Recherche et les Services du secteur développement Rural) dans la réalisation de l'exécution des Accords de partenariat qui les lient au PROLAC ;
- assure le contrôle de l'exécution et de la qualité technique des Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA) ;
- dirige et anime l'équipe du projet sur les aspects techniques liés aux filières agropastorales;
- organise et anime les cadres de concertations entre acteurs des filières agropastorales concernées par le projet en collaboration avec les Services de vulgarisation locaux ;
- développe le partenariat avec la recherche pour la mise au point de technologies adaptées et susceptibles de lever les contraintes spécifiques rencontrées dans la mise en œuvre des micro-projets et en assurer le transfert aux OP et communautés concernés ;
- assure la circulation de l'information entre la Coordination Nationale et les partenaires du projet ;
- assure la conduite et l'encadrement de la fourniture des intrants agropastoraux de qualité ;
- encadre les activités d'amélioration des capacités d'adaptation des communautés les plus pauvres ou vulnérables affectées par la crise dans la zone ;
- apporte un appui aux activités destinées aux groupes de femmes et des jeunes ;
- assure la mise en œuvre des plans de gestion des ressources agro-pastorales ;
- assure la vulgarisation des pratiques de production suivant des modèles développés par des partenaires dans les zones cibles;
- facilite la mise en place des plateformes de dialogue entre les différentes parties prenantes impliquées dans la gestion des marchés municipaux et la commercialisation des produits agropastoraux;
- conduit et encadre le renforcement des capacités des OP et communautés pour la commercialisation et le marketing de leurs produits.

## **b. Description des tâches**

- informer et sensibiliser le public et les bénéficiaires sur les procédures du projet ;
- participer à l'élaboration du Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) ;
- contribuer à l'organisation et à l'animation des cadres de concertation entre acteurs des filières ciblées par le projet en collaboration avec les autres partenaires;
- développer le partenariat avec la recherche pour la mise au point de technologies adaptées et susceptibles de lever les contraintes spécifiques rencontrées dans la mise en œuvre des micro-projets et en assurer le transfert aux OP et communautés concernés ;
- élaborer des projets de TDR pour les études, les missions, les formations et la sélection des consultants prévus dans le cadre de l'appui au développement des productions ;
- assurer le développement participatif des plans de gestion des ressources pastorales (PGRP) ;
- mettre en œuvre, les plans de gestion des ressources pastorales ;
- contribuer à la préparation des grilles et supports de suivi/évaluation ;
- préparer les TDR pour les études, les formations et la sélection des consultants prévues dans le cadre du partenariat économique ;
- effectuer et/ou participer aux missions de suivi et d'appui technique dans les arrondissements ;
- procéder à l'évaluation périodique, en liaison avec le responsable du suivi/évaluation et les partenaires, du niveau de réalisation des objectifs et proposer au Coordonnateur national, des mesures correctives ;
- contribuer à l'identification et à la mise en œuvre de solutions novatrices à l'issue desdites évaluations ;
- participer aux réunions de coordination du Projet ;
- fournir des avis et suggestions techniques pertinentes en rapport avec son domaine de compétence, au Coordonnateur National ;
- élaborer des rapports d'activités techniques et assurer l'archivage des documents ;
- assumer d'autres tâches et responsabilités en liaison avec les objectifs du projet, à la demande du Coordonnateur national.

## **B. POSTE DE SPECIALISTE CHARGE(E) DE LA GESTION DES CONNAISSANCES**

### **a. Missions**

Placé(e) sous l'autorité du Coordonnateur, il/elle est chargé (e) de la mise en œuvre des activités de la composante 1.

De manière spécifique, il (elle) est chargé (e) de veiller :

- au renforcement du dialogue régional et le partage des connaissances ;
- à la collecte et diffusion des données ;
- au renforcement des capacités institutionnelles ;
- au suivi des activités de génération des connaissances au niveau des institutions universitaires et de recherches ;
- à la mise en œuvre des activités d'engagement citoyen, notamment gestion participative, mécanisme de gestion des plaintes et réclamations ;
- à la mise en œuvre des activités de cohésion sociale (sport, culture, soutien psycho-social...).

### **b. Description des tâches**

Il/elle a pour principales tâches de :

(i) Renforcement du dialogue régional et plateforme des connaissances

- contribuer à la mise en place d'une plateforme numérique de collecte, traitement, gestion, analyse et diffusion des données au niveau de la région du Lac Tchad ;
- faciliter le processus d'alimentation et d'actualisation des données.

(ii) Renforcement des capacités institutionnelles

- superviser l'élaboration d'un programme de renforcement des capacités aux institutions nationales (université de Maroua et l'antenne IRAD de Maroua) afin de leur permettre de participer au dialogue régional sur le Lac Tchad ;
- mettre en place, en collaboration avec l'université de Maroua et l'IRAD, un programme de bourse pour les jeunes étudiants, chercheurs et professionnels ;
- superviser la création des réseaux professionnels et universitaires en lien avec la promotion de la gouvernance locale ;
- appuyer la préparation et la mise en œuvre des TDR pour des voyages d'études et autres participations aux discussions de plateforme régionale de gestion des connaissances ;
- élaborer des TDR pour le recrutement d'un consultant chargé de l'élaboration d'un programme complet de formation pendant la durée du projet et superviser la mise en œuvre de ce programme.

(iii) Engagement citoyen

Contribuer à la conception et au suivi de la mise en œuvre de la stratégie d'engagement citoyen du projet et la promotion de la participation communautaire, notamment :

- l'appui aux comités locaux d'engagement citoyen existants sur la base d'une identification et d'une analyse des capacités institutionnelles et opérationnelles des comités locaux ;
- l'appui à l'identification et à la priorisation des investissements (pour les composantes 2 et 3 du projet) dans les Plans de Développement Communal (PDC) et le suivi de l'exécution de ces investissements ;
- l'appui à la mise en place et/ou au renforcement d'un mécanisme de gestion des plaintes et réclamations (collecte, traitement et rétroaction) ;
- l'appui à la mise en place d'un système de médiation des tensions locales.

(iv) Cohésion sociale

Superviser la mise en œuvre des activités de cohésion sociale, notamment l'appui :

- à l'organisation des activités culturelles et/ou sportives ;
- psychosocial individuel et collectif pour les personnes considérées comme vulnérables (séances de psychoéducation, formation en premiers secours psychologiques aux leaders communautaires et accompagnement psychosocial en faveur des jeunes impliqués dans les chantiers HIMO...)
- à la sensibilisation et à la prévention sur les risques liés aux engins explosifs improvisés et les mines ;
- à l'organisation des activités de renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la restauration de la paix à travers des ateliers, forums, colloques, etc.
- à la mise en place des productions agro-sylvo-pastorales et piscicoles en vue de l'amélioration de la résilience des populations (locales et réfugiés).

(v) Autres missions

- créer une synergie d'actions entre le PROLAC et les autres acteurs institutionnels, humanitaires ou de développement intervenant au niveau local, afin de promouvoir les activités clés du projet ;
- exécuter toutes les tâches à lui confiées par le Coordonnateur National du projet.

## **C. POSTE DE RESPONSABLE DU BUREAU DE SOUTIEN DE MAROUA**

### **Missions et tâches**

Placé sous la responsabilité du Coordonnateur du Projet, le/la responsable du bureau de soutien est chargé(e) de :

- participer à la mise en place des cadres de collaborations entre le PROLAC et l'Université de Maroua, d'une part, et le PROLAC et le centre régional de recherche agricole de Maroua, d'autre part ;
- assurer le suivi de la mise en œuvre des cadres de collaborations susmentionnés;
- animer les activités du Projet dans sa zone de compétence ;
- faciliter les relations entre, d'une part, le projet et les autres acteurs de développement basés à Maroua, et d'autre part, entre le projet et les administrations publiques basées à Maroua ;
- signer les documents émis sous timbre PROLAC, dont il aura reçu mandat ;
- appuyer l'équipe UMOP dans l'organisation et la coordination des missions supervision et de revue conjointe avec les partenaires techniques et financiers ;
- veiller à la cohérence des interventions du PROLAC avec celles des autres projets ;
- coordonner la réalisation des divers audits et missions de suivi-évaluation ainsi que la production à bonnes dates des rapports y afférents.

#### **D. POSTE D'AUDITEUR(RICE) INTERNE**

##### **a. Missions**

Placé(e) sous l'autorité du Coordonnateur National, l'Auditeur Interne est chargé de :

- S'assurer que l'exécution du projet est conforme aux termes de l'accord de financement ;
- S'assurer que les manuels d'exécution et de procédures du projet sont bien appliqués ;
- Evaluer et contribuer à l'amélioration du processus de gouvernance (gestion des risques, contrôle, etc.) au sein de l'UCP en s'assurant que la structure du système de contrôle interne est efficace, c'est-à-dire que l'ensemble des dispositifs de contrôle et de sauvegarde est capable de prévenir, au besoin de corriger à temps tout risque de dérapage dans la gestion des ressources et l'atteinte des objectifs de développement du projet.

##### **b. Description des tâches**

Sous l'autorité du Coordonnateur National, l'Auditeur (trice) interne aura pour missions, de :

- élaborer une charte d'audit, une matrice des risques et un programme de travail annuel d'audit interne basé sur l'approche par les risques ;
- établir le calendrier, les objectifs, le scope et les procédures applicables à chaque mission d'audit interne de façon à assurer une utilisation efficace et efficiente de son temps de travail ;
- effectuer les missions d'audit interne conformément aux principes et règles internationalement reconnus ;
- Apprécier régulièrement le dispositif de contrôle interne au regard des plans, politiques et directives générales, de l'organisation et du déploiement des moyens mis en œuvre par le Projet, relever les contrôles inexistantes ou ceux qui nécessitent des améliorations et formuler des recommandations ;
- veiller à la mise en œuvre de façon exhaustive du Manuel d'exécution du Projet ;
- produire les rapports d'audit interne, discuter avec la coordination du projet des conclusions et assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations ;
- assurer, avec le Responsable Administratif et Financier, la préparation des audits externes et le suivi de la mise en œuvre des recommandations qui en découlent ;
- Procéder à des audits réguliers, planifiés et spontanés, des comptes, actifs et opérations du projet ;
- vérifier que les travaux, biens et services financés sont acquis en respect des procédures de passation des marchés, des dispositions de l'Accord de financement et du Règlement de passation ; En plus de la vérification de la conformité des acquisitions ayant fait l'objet d'une revue préalable des partenaires, une attention particulière devra être mise sur toutes les acquisitions de biens, fournitures et services ne faisant pas l'objet d'un avis de non objection préalable de la Banque ;

- vérifier que les demandes de décaissement soumises aux partenaires aux fins de financement sont autorisées, enregistrées correctement, appuyées par des pièces justificatives et éligibles selon les termes de l'accord de financement ;
- vérifier le respect des pourcentages d'éligibilité des différentes catégories des dépenses ;
- vérifier la concordance entre les activités physiques et les décaissements financiers ;
- vérifier que toutes les dispositions juridiques et fiscales sont respectées, notamment en matière d'impôts et taxes et droits de douanes applicables au Projet, le traitement fiscal applicable aux traitements versés aux consultants et employés du Projet ;
- effectuer la revue des rapports d'activités et rapports financiers trimestriels ainsi que des Demandes de Remboursement des Fonds et consigner ses constats en annexe desdits rapports transmis à la Banque mondiale ;
- assurer à tout moment le rôle de conseiller de la Coordination du Projet ;
- procéder à toute investigation sollicitée par la coordination du Projet.

L'auditeur interne exercera ses missions conformément aux normes internationales d'audit interne de l'IIA « Institute of Internal Auditors » et effectuera tous les vérifications et contrôles qu'il jugera nécessaires en la circonstance. L'examen comprendra tous les tests, confirmations, observations et vérifications jugés utiles par l'auditeur interne.

### **3. QUALIFICATIONS/PROFILS REQUIS**

#### **a. QUALIFICATIONS DU SPECIALISTE EN AGRICULTURE**

- avoir un diplôme universitaire en production végétale/animale (BAC+5) minimum : Ingénieur ou master en agronomie ou agroéconomie, production animale ou tout autre diplôme équivalent ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins 10 années dans le secteur du développement rural dont au moins 5 ans dans les projets de développement rural travaillant sur les filières agropastorales ;
- avoir une bonne connaissance de la gestion de filières agropastorales ;
- avoir une expérience avérée dans l'encadrement des groupes des femmes ;
- avoir une bonne connaissance de l'approche HIMO dans la mise en œuvre des activités ;
- avoir une bonne expérience dans l'établissement des partenariats économiques dans le secteur agricole ;
- avoir une bonne expérience dans les procédures et techniques de mise en œuvre des projets financés par les Partenaires Techniques et Financiers;
- avoir une bonne connaissance des procédures de passation des marchés ;
- être apte à travailler dans un environnement multiculturel ;
- avoir une bonne expérience dans la gestion/animation de groupes de travail ;
- avoir un esprit d'équipe;
- être apte à travailler efficacement sous haute pression ;
- être capable de communiquer couramment en français et/ou en anglais ;
- avoir une bonne maîtrise du pack Ms office et Internet ;
- avoir une bonne maîtrise des techniques agro écologiques ;
- une bonne connaissance de la zone d'intervention du Projet est un atout ;
- à compétences égales, les candidatures féminines sont prioritaires et pourraient bénéficier de certains avantages spécifiques.

#### **b. QUALIFICATIONS DU/DE LA SPECIALISTE CHARGE(E) DE LA GESTION DES CONNAISSANCES**

- être titulaire d'un diplôme de formation supérieure d'au moins (Bac+5) en droit, sciences politiques, économie, sociologie, anthropologie, agro-économie, administration, planification ou tout autre diplôme équivalent ;

- avoir au moins 5 ans d'expériences dans le domaine de la planification participative ou dans un domaine similaire ;
- avoir une bonne connaissance en planification du développement régional et local ;
- avoir une bonne connaissance des politiques de protection sociale au Cameroun;
- avoir une bonne capacité de synthèse et de rédaction des rapports ;
- avoir des aptitudes à travailler en équipe pluridisciplinaire et une bonne capacité d'écoute et de communication ;
- avoir une bonne maîtrise du pack Ms office et internet ;
- avoir une bonne connaissance de la zone d'intervention du projet est un atout.

#### **c. QUALIFICATIONS DU RESPONSABLE DU BUREAU DE SOUTIEN DE MAROUA**

- être titulaire d'un diplôme universitaire (BAC +5 minimum) dans le domaine de développement rural (agroéconomie, agronomie, production animale, génie rural,...) ou tout autre diplôme reconnu équivalent ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans les domaines de la recherche, du développement rural et/ou social ;
- avoir une bonne connaissance des interventions et du fonctionnement de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) est un atout ;
- avoir une bonne connaissance de la zone d'intervention du Projet ;
- avoir une bonne connaissance des procédures des Bailleurs de Fonds en général et de la Banque mondiale en particulier ;
- avoir une excellente capacité de leadership et de gestion des équipes pluridisciplinaires et multiculturelles ;
- être capable de travailler efficacement sous pression ;
- avoir une bonne maîtrise du package Ms Microsoft Windows et internet ;
- avoir une bonne capacité de communication écrite et orale en français et/ou en anglais.

#### **d. QUALIFICATIONS DEL'AUDITEUR(TRICE) INTERNE**

- avoir un diplôme de niveau BAC+ 5 minimum en Audit, Contrôle, Comptabilité, Finances. La détention de la qualification Certified Internal Auditor (CIA) serait un atout ;
- justifier d'une expérience professionnelle, au cours des dix dernières années, d'au moins cinq (5) ans en cabinet d'audit externe, dans une organisation internationale ou à un poste similaire dans un projet de développement financé par les bailleurs de fonds internationaux ;
- avoir une bonne connaissance des procédures de passation des marchés et des procédures de gestion financière, administrative et comptable des projets de développement ;
- avoir une bonne connaissance des logiciels/progiciels de gestion (TOM2PRO) et le Packs Ms Microsoft Office (Excel, Word, etc.) ;
- avoir une bonne maîtrise écrite et parlée du français et/ou de l'anglais.

### **4. MODALITES DE SELECTION**

Les Consultants seront sélectionnés en accord avec les procédures définies dans le « *Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'Investissement (FPI)* », édition de juillet 2016, révisée en novembre 2017 et août 2018 (« *Règlement de Passation des Marchés* »).

Les candidats seront sélectionnés selon la méthode de sélection de Consultant Individuel décrite dans le Règlement au travers de la Comparaison des Curricula Vitae.

### **5. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE**

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées en version physique (07 exemplaires dont 01 original et 6 copies) ou numérique, et devront comprendre les documents suivants :

- une lettre de motivation ;
- un Curriculum Vitae (CV) du candidat daté et signé de moins de trois mois avec les adresses complètes du candidat (boite postale, téléphone, e-mail, etc.) mettant en exergue les expériences similaires ;
- des copies simples des diplômes, attestations et/ou certificat de travail et, tous autres documents démontrant les aptitudes/qualifications des candidats.

## **6. DUREE DU CONTRAT**

La durée du contrat, qui sera signé avec le Maître d'Ouvrage ou son représentant, est de deux (02) ans renouvelables avec une période de probation de six (06) mois sur la durée du projet. Le renouvellement ne pourra intervenir que si les états de service du consultant sont jugés satisfaisants pour le projet et la Banque mondiale.

L'évaluation de la performance du titulaire du poste se fera annuellement sur la base d'un contrat de performance incluant des indicateurs de résultats prédéterminés.

## **7. LIEU DE TRAVAIL**

- **Kousséri**, Département du Logone et Chari, Région de l'Extrême-Nord au Cameroun, pour les postes suivants : Spécialiste en agriculture, spécialiste chargé(e) de la gestion des connaissances et Auditeur (trice) Interne ;
- **Maroua**, Département du Diamaré, Région de l'Extrême-Nord, pour le poste de Responsable du bureau de soutien.

## **8. DÉPÔT DES MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT**

Les manifestations d'intérêt écrites, doivent être déposées en sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies à l'adresse ci-dessous en personne, par courrier, par fac-similé ou par courrier électronique **au plus tard quatorze (14) jours ouvrables** après la date de publication à **15h30mn**, avec la mention :

**« Manifestation d'Intérêt pour le recrutement d'un(e) Spécialiste en Agriculture, d'un(e) Spécialiste chargé de la gestion des connaissances, d'un(e) Auditeur (trice) Interne, et d'un(e) Responsable du bureau de soutien au Projet de Relance et de Développement de la Région du Lac Tchad (PROLAC) » à :**

- **Yaoundé**, Immeuble MINEPAT sis au Boulevard du 20 mai, 6e étage, porte 620 ;
- **Kousséri**, Délégation Départementale du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire du Logone et Chari ;
- **courriel** : **prolac.cameroun@gmail.com** avec copie à **bamabolie@gmail.com, charlesoumbe@yahoo.fr** et **abicho2000@yahoo.fr**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à travers les contacts suivants : tel : 699 108 446 et 693 839 889.

Yaoundé, le 16 juin 2021

*Le Coordonnateur National*

**ABICHO Mahamat**